

Vision simplificatrice et unilatérale de la presse occidentale : la Yougoslavie au bord de la guerre civile

Autor(en): **Maurer, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **136 (1991)**

Heft 10

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345133>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Vision simplificatrice et unilatérale de la presse occidentale

La Yougoslavie au bord de la guerre civile

par Pierre Maurer

La situation se détériore dangereusement en Yougoslavie et une sanglante guerre civile semble de plus en plus inévitable.* Que s'y passe-t-il exactement? La manière dont la presse occidentale rapporte les événements et les commentaires à l'emporte-pièce qu'elle en fait le plus souvent dénotent une grande méconnaissance des réalités yougoslaves. Ce pays presque voisin du nôtre, véritable laboratoire social avec son système d'autogestion très particulier¹ et sa politique étrangère non-alignée qui lui a permis de jouer un rôle considérable dans les relations internationales², est plus connu des touristes que des politologues et des sociologues occidentaux, avec quelques exceptions notables, surtout en Angleterre³.

Il y a aussi le fait que les Croates, mais surtout les Slovènes ont mis sur pied un ministère de l'Information très performant: il y a eu jusqu'à 1600 journalistes «briefés» le même jour à Ljubljana, dans un centre de presse équipé des infrastructures les plus modernes. Cette organisation remarquable, dirigée par de jeunes spécialistes rompus aux méthodes modernes de communication, a permis aux Slovènes de présenter leur position d'une manière bien plus convaincante que

les autres, de marquer ainsi des points importants dans l'opinion publique occidentale, jusque dans le canton du Jura où le gouvernement, sous la férule de François Lachat, a proclamé sa solidarité avec la lutte menée par les autonomistes slovènes. Le point de vue serbe n'apparaît presque jamais, dont le leader Slobodan Milosevic a fait preuve d'un étrange mutisme, alors qu'il est l'un des acteurs centraux.

C'est surtout le climat de propagande qui règne dans les médias des différentes régions de la Yougoslavie (chaque république ayant désormais son agence de presse et sa télévision) qui rend la recherche d'informations neutres et objectives totalement impossible: chacun défend son point de vue et déforme *systématiquement* les informations à son profit, souvent d'une manière simpliste, voire grossière, même s'il existe une chaîne de télévision indépendante, *Jutel*, qui présente les différentes opinions en présence, mais dont le poids politique reste négligeable. En fait, c'est un véritable *climat de guerre* qui apparaît dans les médias, dont les reportages ne portent que sur les crimes et les exactions commises, les caméras de télévision restant braquées longuement

sur les destructions et les atrocités perpétrées par «l'adversaire».

* Version élargie d'un article paru dans *Le Démocrate* du 16 juillet 1991. Ce texte a été écrit à la fin août 1991.

¹ La littérature francophone sur l'autogestion yougoslave est assez limitée. On consultera en particulier les travaux remarquables du sociologue jurassien Albert Meister, notamment *Où va l'autogestion yougoslave?*, Paris, Anthropos, 1970

² Voir mon essai sur *Le rôle de la Yougoslavie au sein du mouvement des pays non-alignés*, Genève, Institut universitaire d'études du développement, «Itinéraires, Notes et Travaux» n° 36, 1986 (préface de Annie Kriegel)

³ A noter les recherches du professeur Fred Singleton, récemment disparu, qui a fondé un centre d'étude sur les questions yougoslaves, la *Postgraduate School for Yugoslav Studies* à l'Université de Bradford, dans le Yorkshire, qui continue d'être actif, sous la direction du professeur John Allcock. Parmi ses livres les plus importants, citons *Twentieth Century Yugoslavia*, New York, Columbia University Press, 1976; *Economy of Yugoslavia*, London, Croom Helm, 1982; *A Short History of the Yugoslav Peoples*, Cambridge University Press, 1985

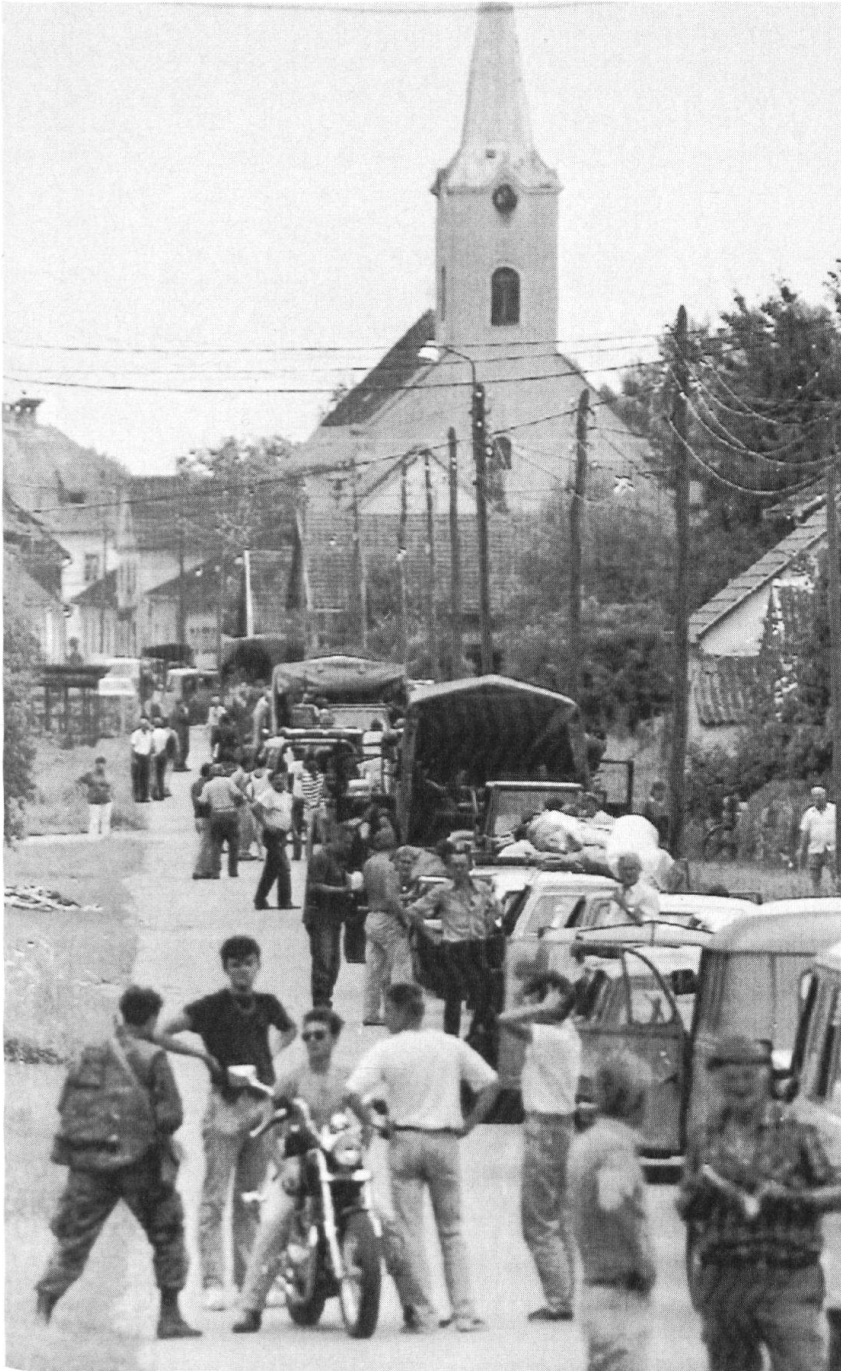


Illustration du chaos qui s'établit progressivement en Yougoslavie, avec des images de réfugiés civils fuyant les affrontements. Ici, ce sont des Croates qui quittent la ville de Kostajnica (Le Démocrate - Key)

Un détour par l'histoire et un brin de bon sens permettent de rectifier une image faussée et des informations tendancieuses qui,

sans que les journalistes en soient toujours conscients, ont été distillées jusqu'ici dans la presse occidentale⁴.

Le poids des mots

On a généralement présenté l'intervention de l'armée fédérale en Slovénie comme un épisode dans la lutte de libération nationale légitime d'une Slovénie opprimée par l'impérialisme serbe, combattant pour le respect de son indépendance acquise de manière démocratique. Les Slovènes engageraient des «unités territoriales», issues du système de défense décentralisé mis en place par Tito au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie et formées de «miliciens slovènes», qu'attaqueraient traîtreusement une armée d'occupation, d'inspiration bolchevique, suréquipée, voulant imposer sa loi par la force.

Les choses sont un peu plus compliquées que cela. D'abord, il ne s'agit pas, comme en Croatie d'ailleurs, de «miliciens», avec la connotation d'amateurisme que ce terme comporte, mais bien d'une véritable armée, équipée d'armes sophistiquées, capable, par exemple, de neutraliser des hélicoptères en plein vol. Ensuite, ces «miliciens» ne sont pas toujours «slovènes», mais souvent bosniaques, kossovar, macédoniens, etc., donc *musulmans*. Il s'agit en quelque sorte de «mercenaires», puisque ces «unités territo-

⁴ On ne peut toutefois pas généraliser. C'est ainsi que *Le Monde diplomatique* de mai 1991 et *Le Monde* du 11 juillet ont consacré des dossiers assez objectifs à la crise yougoslave.

riales» sont l'un des principaux débouchés que ces hommes des régions déshéritées du sud du pays trouvent dans la Slovénie plus riche. On parle aussi, dans les médias serbes, de l'existence d'authentiques mercenaires, Afghans, Kurdes, Turcs, voire Autrichiens ou Allemands qui auraient été enrôlés pour former et prêter main forte aux «milices» slovènes et croates. Les Albanais, pour leur part, font état de l'engagement de spécialistes de la sinistre Securitate roumaine pour entraîner les forces serbes. Sans être forcément fausses, ces «informations» ne sont pas prouvées à l'heure actuelle et démontrent surtout l'intensité de la désinformation et de la propagande qui fait rage dans les médias yougoslaves.

Inversément, l'armée fédérale n'est pas exclusive-



Le président Stipe Mesic (à droite), d'origine croate, a été le seul membre de la Présidence collégiale à s'opposer au cessez-le-feu, sous prétexte que la Commission de surveillance de son application devait être dirigée par le Monténégrin Branko Kostic (à gauche), proche des positions serbes. Cette attitude scandaleuse d'un «président» a été totalement passée sous silence dans la presse occidentale, qui a insisté sur les seules responsabilités de la Serbie dans l'échec de la quatrième tentative de médiation de la «troïka» européenne. (Le Démocrate – Key)

ment «serbe», même si, traditionnellement, on trouve une prédominance de Ser-

bes parmi les officiers supérieurs: elle est composée de conscrits, donc de jeunes gens d'une vingtaine d'années venant de toutes les républiques de la Yougoslavie, y compris de la Slovénie et de la Croatie. Il est vrai que de nombreuses recrues l'ont récemment désertée, soit pour s'engager dans les «milices» de leur république d'origine, soit, tout simplement, pour se soustraire au service national. C'est ainsi que plusieurs milliers de jeunes, issus de toutes les républiques, mais surtout de Serbie, ont récemment quitté le pays (les frontières n'étant pas encore contrôlées) ou vivent clandestinement à l'intérieur, cachés par des amis ou des parents.

Il est établi que des officiers slovènes ont commandé des unités de l'armée fédérale en Slovénie. Cela a d'ailleurs été une grave er-



Une image qui a fait le tour du monde: un soldat croate qui s'enfuit sous le tir de miliciens serbes, après avoir recouvert le corps d'une vieille femme tombée sous les balles. La scène se passe dans le village de Sarvas, près d'Osijek, capitale de la Slavonie. (Le Démocrate – Key)

reur, car ceux-ci, quand ils n'ont pas changé de camp, n'ont pas assuré leur fonction comme ils auraient dû le faire, ce qui explique que, malgré son surnombre, l'armée fédérale ait subi des pertes plus importantes que les «miliciens slovènes». Dans les affrontements serbo-croates, semble-t-il, les Croates ont été plus nombreux à payer le prix des combats.

La violence, contrairement à ce que laissent penser les images du conflit qui ont été distillées à travers le monde, a été aussi aveugle dans un camp que dans l'autre, les Slovènes s'illustrant notamment en tirant d'une manière inqualifiable dans le dos d'unités de l'armée fédérale qui se repliaient.

Autre exemple de la légèreté du langage utilisé: lorsque l'armée fédérale a pris le contrôle des aéroports de Ljubljana et de Maribor, avec le soutien de l'aviation, les journalistes occidentaux ont parlé de «bombardements». S'il s'était agi de bombardements, ces aéroports auraient été détruits et impraticables, ce qui n'a pas été le cas.

Pour qualifier les bandes serbes qui terrorisent les régions de Croatie où des Serbes sont établis (la Slavonie à l'est et la Krajina à l'ouest), les journaux ont parlé de «*techetniks*», souvent sans même utiliser de guillemets. Ce vocabulaire n'est pas innocent, puisqu'on fait référence au mouvement pro-fasciste et grand-serbe dirigé par Draza Mihailovic durant la Seconde Guerre mondiale. Or, ces Serbes, s'ils portent bien le



Des membres de la Garde nationale croate, qui font plus penser à des partisans qu'à des militaires, se dirigent vers le front à Osijek dans un camion civil. (Le Démocrate – Key)

béret traditionnel à forme triangulaire des «*techetniks*» et si on peut les accuser de pan-serbisme, semblent animés par les idéaux socialistes, c'est-à-dire communistes de Milosevic. Quoiqu'il en soit, si on parle de «*techetniks*», ce que font les nationalistes croates qui sont eux-mêmes proches du fascisme, il n'y aurait aucune raison de ne pas parler d'«*oustachis*» pour qualifier les bandes terroristes croates, comme le font les extrémistes serbes. Mais là, les médias occidentaux ne suivent plus...

Suivant la propagande croate, la collusion de ces unités de prétendus «*techetniks*» avec l'armée fédérale est un fait avéré, indiscutable et révoltant. Or, à notre connaissance, une telle collaboration n'est pas établie à ce jour. Les seules sources dont disposent les journalistes qui propagent

cette thèse sont les déclarations des dirigeants croates, qui apparaissent pour le moins sujettes à caution. S'il est plausible que, dans le rôle d'interposition pour le moins délicat qui est le sien, l'armée fédérale, ou plus exactement certaines de ses formations, fassent ponctuellement le jeu des «unités d'auto-défense» serbes, cela ne signifie pas forcément qu'il y a une *alliance objective* entre les bandes serbes fanatisées qui sèment la désolation et l'armée fédérale, prise entre plusieurs feux. Loin s'en faut.

Bref, cette vision univoque et superficielle de la situation qui transparaît dans les médias occidentaux a profondément influencé le climat politique et, singulièrement, la position des gouvernements occidentaux, toujours plus enclins à reconnaître les coups de force des Slovènes et des Croa-

tes. Ainsi, le conseiller fédéral Felber a-t-il immédiatement condamné «tout acte de violence, en particulier de la part de l'armée fédérale». En fait, quelle différence entre la violence des Slovènes ou des Croates, qui ne respectent plus les règles de la Fédération, et celle de Belgrade, acculée à utiliser la force pour défendre les frontières extérieures de ce qu'elle considère toujours comme faisant partie de sa juridiction? On peut se poser la question, surtout en tant que citoyen ou dirigeant d'un Etat neutre.

Impuissance européenne

Une autre vision relevant du mythe est celle de la toute-puissance de la «troïka» européenne. Les commentateurs occidentaux ont presque tous qualifié un peu naïvement de «succès diplomatique» le premier accord imposé par les Européens, contrastant avec la désunion qui avait prévalu entre eux dans la crise du Golfe. En réalité, cet arrangement n'a pas tenu, pas plus que ne tiendra celui de Brioni, pas plus que ne tiendront tous les autres compromis que les Européens proposeront pour trouver une solution à la crise. Les raisons sont légion, la plus importante tenant à la personnalité des divers dirigeants⁵.

Logiquement, l'Europe qui tient les cordons de la bourse, peut faire pression et devrait être en mesure de jouer un rôle de premier ordre dans la voie de l'apaisement des conflits. Or, com-

me au Liban, les aspects passionnels et irrationnels prennent largement le dessus. Pour ne citer qu'un exemple illustrant cette mentalité balkanique un peu particulière, on rappellera que, lorsque Svetozar Vukmanovic-Tempo, ministre de l'Economie de Tito, toujours vivant au Monténégro, négociait l'aide américaine au lendemain de la rupture de 1948, alors que la Yougoslavie connaissait une situation catastrophique, il quitta la table de négociation pour protester contre les conditions pourtant tout à fait justifiées mises par les Américains à l'octroi d'une telle aide, en affirmant: «Nous n'avons pas besoin de votre aide. Nous avons mangé des racines pour survivre pendant la guerre. Nous le referons si c'est nécessaire!»⁶. On imagine la consternation des Américains.

D'ailleurs, malgré les milliards de dollars qu'ils ont versés pendant des décennies, les Occidentaux n'ont jamais pu influencer la politique yougoslave, contrairement à ce que certains d'entre eux imaginaient⁷. On comprend mal pourquoi ce serait le cas alors que la situation est encore plus complexe. On peut même se demander si les Européens, qui disent envisager toujours plus sérieusement l'envoi d'une force d'interposition entre les différentes parties au conflit, souhaitent véritablement venir en aide à un pays qui a toujours été en marge de l'Europe, et qui l'est de plus en plus. Le cas yougoslave pourrait bien constituer pour l'Europe un test de sa faculté d'agir de manière commune en ma-

tière politique. Avec les divergences qu'on perçoit, les Allemands et les Autrichiens étant toujours plus sensibles aux revendications slovènes et croates, il y a tout à craindre que cet examen soit bien difficile à passer.

Le «sauveur» Mesic

Quand les Serbes ont fait une concession qui a permis à la Yougoslavie d'avoir un président en la personne du Croate Stipe Mesic, les médias occidentaux l'ont immédiatement présenté comme un homme d'Etat providentiel, comme un grand démocrate et comme un politicien d'envergure. Malheureusement, il n'en est rien. Il s'agit d'un personnage intransigeant, qui a tenu des propos incendiaires pendant des années et qui, étant entièrement à la solde de Franjo Tudjman dont il est le bras droit en Croatie, manque totalement de flexibilité. On comprend que les Serbes se soient opposés par tous les moyens à sa nomination: allaient-ils plébisciter comme «président» un homme dont le seul objectif est de détruire l'unité du pays? Ce ne sont pas les quelques paroles apaisantes qu'il a pronon-

⁵) Voir mon article «Impasse en Yougoslavie» paru dans *Le Démocrate* du 23 juillet 1991

⁶) Cité dans mon livre, *La réconciliation soviéto-yougoslave. 1954-1958*, Fribourg, Delval, 1991

⁷) Voir mon essai intitulé *United States-Yugoslav Relations: A Marriage of Convenience*, Berne, Ost-Institute, Sonderdruck Nr. 23, 1985

cées devant la presse mondiale au lendemain de sa nomination qui changeront quelque chose à ce portrait. S'il fallait faire une comparaison avec un homme politique que nous connaissons, on pourrait dire qu'à côté de lui, Le Pen est un enfant de cœur!

Le drame, c'est qu'on pourrait dire la même chose de tous les autres dirigeants yougoslaves, que ce soit Slobodan Milosevic, le leader communiste serbe, arrogant, intraitable, mégalomane comme Tito (la majestuosité en moins) et nationaliste jusqu'à l'outrance, Vuk Draskovic, le chef de file de l'opposition anti-communiste en Serbie, ou Franjo Tudjman, véritable fauteur de guerre en Croatie. Et ne parlons pas des dirigeants du Kosovo, anciens admirateurs de Hiver Hodja, ou même de Milan Kucan en Slovénie, ancien communis-

te reconverti en quelques mois à la démocratie. Les rares figures politiques modérées, comme le premier ministre Ante Markovic ou le ministre des Affaires étrangères de la Fédération, Budimir Loncar, sont totalement impuissantes, tiraillées qu'elles sont par les différentes tendances «jusqu'au boutistes» qui déchirent le pays, malgré leurs fonctions théoriquement importantes. Il y a longtemps, par exemple, que chaque république a son ministre des Affaires étrangères.

Le mythe du coup d'Etat

Tous les commentateurs ont évoqué le spectre d'un coup d'Etat imminent. Ce n'est pas nouveau, puisqu'on en parle depuis la disparition de Tito en 1980 et même avant. Il est vrai qu'on

avait assisté en 1966 à un étrange épisode où le numéro trois du régime, le ministre de l'Intérieur Alexandre Rankovic, Serbe et ancien compagnon de route de Tito, s'était fait écarter pour avoir posé des micros jusque dans la chambre à coucher du maréchal-président et de son épouse Jovanka!

Une telle éventualité est pourtant, selon nous, totalement à exclure, en tout cas si on parle de coup d'Etat classique, c'est-à-dire qu'un officier supérieur ou qu'un petit groupe de militaires s'empare de la direction de l'armée et prenne le contrôle du pays et de la société, en s'appuyant sur la hiérarchie militaire. D'abord, sans tenir compte du fait que, pour organiser un «coup d'état», il faudrait qu'il y ait au moins un «Etat», ce qui est tous les jours moins le cas en Yougoslavie. Il n'existe aucune personnalité serbe parmi les dirigeants de l'armée qui possède le charisme nécessaire et le pouvoir suffisant pour s'imposer, en particulier face à ses collègues.

Mais surtout, c'est la nature de l'«*armée populaire yougoslave*», selon la terminologie officielle, qui est en cause ici. En effet, contrairement à ce qui est généralement dit, même si la littérature sur le sujet est très réduite, il ne s'agit pas d'une armée comparable aux armées classiques, en particulier au niveau de la discipline. Il s'agit d'une armée segmentée, dans laquelle l'idéologie marxiste de type autogestionnaire qui servait de ciment n'existe plus, dont les structures organisationnelles très complexes⁸ se sont effondrées à la suite de



L'armée fédérale a pris position à Sremska Mitrovica, en Serbie, pour s'interposer entre les milices croates et serbes. Tâche pour le moins délicate. (Le Démocrate - Key)



Les réfugiés sont dans tous les camps: ici, des réfugiés serbes, venant de la ville croate de Vukovar. Des milliers de Serbes ont fui les régions où se déroulent les combats pour s'établir à l'intérieur de la Serbie ou en Voïvodine.

l'émergence des problèmes nationaux, dans laquelle les rôles et fonctions des différents niveaux et organes sont devenus flous, où la transmission des ordres est problématique et où le soutien, particulièrement en pièces de rechange, est défaillant, bref d'une armée «chaotique», à l'image, pourrait-on dire, du chaos qui règne au niveau économique, politique et idéologique en Yougoslavie.

L'armée fédérale n'est donc pas nécessairement le dernier rempart de «l'ordre», comme c'est communément affirmé. Cela ne veut pas dire qu'elle soit inefficace ou qu'il s'agisse d'une armée de pacotille. Bien au contraire, en cas de guerre civile ou de lutte de type partisan (n'oublions pas qu'elle

a été formée dans de telles conditions), elle pourrait s'avérer particulièrement meurtrière. En revanche, elle présente les caractéristiques particulières d'une armée qui est démunie de motivation, sinon de celle de venger l'humiliation subie lors de son intervention en Slovénie. Alors que des groupes indéterminés, en fait des bandits de grand chemin, aussi bien croates que serbes - à l'image de ce mystérieux «capitaine» Dragan, un Serbe d'origine australienne, qui serait un ancien de la Légion - ne sont plus contrôlés par personne et qu'ils sèment la terreur, la thèse du coup d'Etat classique est indéfendable. La vraie question qu'il faut se poser n'est donc pas «Le gouvernement contrôle-t-il

les généraux?», mais plutôt, et c'est encore plus inquiétant, «les généraux contrôlent-ils leurs troupes?» En effet, le vrai spectre qui menace la Yougoslavie n'est pas tant l'éventualité d'un coup d'Etat, mais bien celui du chaos, de l'anarchie et de la guerre civile.

P.M.

⁸⁾ Voir les différents organigrammes reproduits aux pages 15, 19, 22 et 26 de l'essai de Marko Milivojevic, *The Yugoslav People's Army: The Military Dimension*, Bradford Studies on Yugoslavia, Nr. 12, University of Bradford, 1988. Le même auteur a produit, dans la même collection, un autre essai, qui en est la suite, sous le titre *The Yugoslav People's Army: the Political Dimension*